



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Service Risques Technologiques  
Environnement Industriel

Direction  
Départementale  
Des Territoires

Service Risques et Gestion de Crise

---

## PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

**STÉ ETIENNE LACROIX TOUS ARTIFICES**  
**COMMUNES DE SAINTE-FOY-DE-PEYROLIERES**  
**ET DE CAMBERNARD**

- Note de présentation
- Document graphique
- **Règlement**
- Recommandations

Approuvé par arrêté préfectoral du 13 décembre 2010

## SOMMAIRE

	Page
<b>1.PREAMBULE</b>	<b>3</b>
<b>2.PORTEE du REGLEMENT ET DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>3</b>
<b>2.CHAMP D'APPLICATION</b>	<b>3</b>
<b>2.2OBJECTIFS DU PPRT</b>	<b>3</b>
<b>2.3EFFETS DU PPRT</b>	<b>3</b>
<b>2.4PORTEE DU REGLEMENT</b>	<b>3</b>
<b>2.5NIVEAUX D'ALEA</b>	<b>4</b>
<b>2.6CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION OU D'EXPLOITATION DES DIVERSES ZONES D'ALEA</b>	<b>4</b>
<b>2.7PRINCIPES GENERAUX</b>	<b>4</b>
<b>3.REGLEMENTATION APPLICABLE POUR LES PROJETS NEUFS ET LES AMENAGEMENTS DE L'EXISTANT</b>	<b>4</b>
<b>3.1Repérage de la parcelle cadastrale dans une zone de risque</b>	<b>4</b>
<b>3.2Règlements applicables</b>	<b>5</b>
<b>4.DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LES DIFFERENTES ZONES DU PPRT POUR LES PROJETS NEUFS OU AMENAGEMENT DE L'EXISTANT</b>	<b>6</b>
<b>5.MESURES FONCIERES</b>	<b>21</b>
<b>5.1INSTAURATION DES MESURES FONCIERES</b>	<b>21</b>
<b>5.1.1Le droit d'expropriation</b>	<b>21</b>
<b>5.1.2Le droit de délaissement</b>	<b>21</b>
<b>5.1.3Le droit de préemption</b>	<b>21</b>
<b>5.1.4Devenir des immeubles préemptés ou expropriés</b>	<b>21</b>
<b>5.2ECHEANCIER DE MISE EN ŒUVRE DES MESURES FONCIERES</b>	<b>21</b>
<b>6. MESURES POUR L'EXISTANT : PRESCRIPTIONS</b>	<b>22</b>

## **1. PREAMBULE**

Le Plan de Prévention des Risques est conforme :

- Au Code de l'Environnement
- Au code rural,
- Au code de la santé publique,
- Au code de la route,
- Au code de la voirie routière.

## **2. PORTEE du REGLEMENT ET DISPOSITIONS GENERALES**

### **2. CHAMP D'APPLICATION**

Le présent règlement s'applique aux parties des territoires délimités dans le plan de zonage réglementaire des communes de Sainte-Foy-de-Peyrolières et de Cambernard, soumises aux risques technologiques présentés par la société Etienne Lacroix.

Il a pour objet de limiter les conséquences d'un accident susceptible de survenir dans cette installation et pouvant entraîner des effets sur la salubrité, la santé et la sécurité publique.

En application de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages, et de son décret d'application n° 2005-1130 du 7 septembre 2005 relatif aux Plans de Prévention des Risques Technologiques, le présent règlement fixe les dispositions relatives aux biens, à l'exercice de toutes activités, à tous travaux, à toutes constructions et installations.

### **2.2 OBJECTIFS DU PPRT**

Le PPRT est un outil réglementaire qui participe à la prévention des risques technologiques dont l'objectif principal est d'agir sur l'urbanisation existante et nouvelle afin de protéger, si possible, les personnes des risques technologiques résiduels (après réduction du risque à la source) et de limiter la population exposée.

### **2.3 EFFETS DU PPRT**

Le PPRT approuvé vaut servitude d'utilité publique et doit être à ce titre annexé au PLU par une procédure de mise à jour dans un délai de trois mois à compter de sa notification par le préfet. Il est porté à la connaissance des maires des communes situées dans le périmètre du plan en application de l'article L 121-2 du Code de l'Urbanisme.

Les infractions aux prescriptions édictées par le présent PPRT en application du I de l'article L 515-16 du Code de l'Environnement sont punies des peines prévues à l'article L 480-4 du Code de l'Urbanisme.

## **2.4 PORTEE DU REGLEMENT**

Le règlement du PPRT est opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre des constructions, installations, travaux ou activités sans préjudice des autres dispositions législatives ou réglementaires qui trouveraient à s'appliquer.

Il est également applicable à toute personne possédant des biens dans le périmètre du plan de prévention des risques technologiques.

Les constructions, installations, travaux ou activités non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation préalable sont édifiés ou entrepris sous la seule responsabilité de leurs auteurs dans le respect des dispositions du présent PPRT.

## **2.5 NIVEAUX D'ALEA**

Les critères et la méthodologie qui ont présidé à la détermination des différents niveaux d'aléas du risque technologique considéré sont exposés dans la note de présentation du présent PPRT. Six classes d'aléa sont appréhendées par le présent règlement. Elles se répartissent en 2 classes pour l'effet thermique et également quatre classes pour l'effet de surpression.

### **pour l'effet thermique :**

- aléas moyen plus (M+),
- aléas moyen (M),

### **pour l'effet de surpression :**

- aléa fort (F)
- aléa moyen plus(M+),
- aléa moyen (M),
- aléa faible (Fai).

## **2.6 CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION OU D'EXPLOITATION DES DIVERSES ZONES D'ALEA**

L'organisation de rassemblement, de manifestation sportive, culturelle (type « technival », cirque) commerciale ou autre sur terrain nu, public ou privé, ne relève que du pouvoir de police générale du maire ou, le cas échéant, selon le type de manifestation, du pouvoir de police du Préfet. Les restrictions imposées par le PPRT ne peuvent donc pas concerner une utilisation de l'espace qui se déroulerait sur un terrain nu, dépourvu de tout aménagement ou ouvrage préexistant à la date d'approbation du PPRT.

## **2.7 PRINCIPES GENERAUX**

Dans toute la zone exposée aux risques technologiques, en vue de ne pas aggraver les risques ou de ne pas en provoquer de nouveaux, et assurer ainsi la sécurité des personnes et des biens, toute opportunité pour réduire la vulnérabilité des constructions, installations et activités existantes à la date de publication du présent document devra être saisie.


### 3. REGLEMENTATION APPLICABLE POUR LES PROJETS NEUFS ET LES AMENAGEMENTS DE L'EXISTANT


#### 3.1 REPÉRAGE DE LA PARCELLE CADASTRALE DANS UNE ZONE DE RISQUE

Le document cartographique du PPRT permet de repérer toute parcelle cadastrale par rapport à une zone de risque (zones rouge foncé, rouge clair, bleu foncé, bleu clair, blanc) ou de non-risque (zone blanche hors périmètre d'étude).

Ces mesures permettent de contrôler l'urbanisation future, et ainsi éviter des constructions trop proches du site industriel.

Le code couleur utilisé, selon le découpage des zones d'effet, est le suivant :

 Principe d'interdiction avec aménagements,

 Constructions possibles avec conditions.

Même s'il est possible de délimiter des zones de constructions possibles sous réserve (zone intermédiaire entre la zone rouge et la zone bleue) il a été jugé plus pertinent de ne retenir qu'une zone d'interdiction générale compte tenu de la taille réduite des espaces tangeantant le site Seveso concernés et l'absence d'enjeux à l'intérieur de ces zones.

Les zones de la cartographie réglementaire sont identifiées par un code « lettre – nombre ».

#### 3.2 RÈGLEMENTS APPLICABLES

La zone non directement exposée aux risques correspond à une zone blanche non indiquée. Le présent règlement permet de prendre connaissance des mesures applicables à l'ensemble du territoire.

Les zones correspondent à un aléa différent, le tableau ci-dessous donne les correspondances :

Aléas		Cinétique	Règlement applicable
Surpression	Thermique		
F		Rapide	r
M+		Rapide	r
M+	M+	Rapide	r
M	M+	Rapide	r
M	M	Rapide	r
M		Rapide	r
Fai	M+	Rapide	r
Fai	M	Rapide	r
Fai		Rapide	b
Nombre de zones et sous-zones :		9	2

#### **4. DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LES DIFFERENTES ZONES DU PPRT POUR LES PROJETS NEUFS OU AMENAGEMENT DE L'EXISTANT**

Les dispositions réglementaires applicables au titre du présent Plan de Prévention des risques Technologiques pour chacune des zones précédemment listées sont regroupées dans le chapitre 4, et sont énoncées zone par zone :

- Zone rouge « r »
- Zone bleue « b »
- Zone grise « G »

Afin d'alléger la rédaction du règlement, une fiche complémentaire « Dispositions constructives applicables aux constructions nouvelles et aux aménagements du bâti existant » regroupant les dispositions constructives à appliquer pour les projets neufs et aménagements de l'existant a été insérée dans le règlement suite au règlement applicable à la zone « Grise ».

Ces règlements de zone sont suivis de deux autres chapitres :

- chapitre 5 « Mesures foncières » définissant les mesures foncières
- chapitre 6 « Mesures pour l'existant : prescriptions » définissant les mesures édictées pour l'existant (mesures imposées pour la protection de la population tendant à renforcer la protection des populations).

# ZONE ROUGE « r »

## Règlement

### 1. GÉNÉRALITÉS

Dans cette zone contiguë au site Etienne Lacroix ou proche, les terrains agricoles ou naturels sont exposés à un niveau d'aléa thermique M+ à M ou/et de surpression F à Fai . Seules des activités liées directement avec le site Etienne Lacroix peuvent être autorisées

### 2. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

**Sont interdits** toutes occupations, constructions, travaux, dépôts, installations et activités de quelque nature et notamment :

- le stationnement de caravanes, résidences mobiles ou bâtiments modulaires occupés en permanence ou temporairement par des personnes
- tout usage des terrains susceptibles d'aggraver l'exposition des personnes aux risques
- tout rassemblement ou manifestation de nature à exposer un public important
- tout stationnement susceptible d'augmenter, même temporairement, l'exposition des personnes et plus particulièrement le stationnement de véhicules de transport de matières dangereuses
- la création d'itinéraires pédestres (cheminements sportifs, de randonnées, piétons) ou de voies cyclables
- les aménagements des plans d'eau à vocation de loisirs (accès, parking, équipements d'agrément, etc.)
- les mobiliers urbains qui comportent des parties vitrées importantes (ex : arrêt de bus standard)
- la construction de bâtiments nouveaux à usage d'habitation, d'activité ou recevant du public (ERP)
- la construction de bâtiments destinés à accueillir une population vulnérable (soins, santé, enseignement)
- les bâtiments liés à la gestion de la crise ou aux secours
- la reconstruction en cas de destruction par un sinistre d'origine technologique ou naturelle

**Sont exclues de ce régime d'interdiction** et soumises aux prescriptions définies ci-après, les occupations et utilisations du sol décrites au point 3 ci-dessous :

### 3. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À PRESCRIPTIONS

**Les occupations et utilisations du sol suivantes sont, par dérogation à la règle commune, autorisables, à conditions :**

- qu'elles n'aggravent pas les risques,

- qu'elles n'en provoquent pas de nouveaux,
- qu'elles ne présentent qu'une vulnérabilité restreinte,
- qu'elles respectent les principes de prévention et de sauvegarde des personnes,
- qu'elles respectent l'ensemble des prescriptions visées aux points 3.1, 3.2 et 3.3 ci-dessous

### 3.1. Constructions nouvelles

	Sont autorisés	sous réserve du respect des prescriptions suivantes :
3.1.1	Les constructions nouvelles liées directement à l'activité au site Etienne Lacroix	Ne pas aggraver les risques Prendre les dispositions appropriées aux risques dans la conception des constructions (cf. fiche dédiée : dispositions constructives applicables aux constructions nouvelles et aux aménagements du bâti existant)

### 3.2. Constructions existantes

	Sont autorisés	sous réserve du respect des prescriptions suivantes :
3.2.1	Les extensions de bâtiments liés directement à l'activité du site Etienne Lacroix	Ne pas aggraver les risques Prendre les dispositions appropriées aux risques dans la conception des constructions (cf. fiche dédiée : dispositions constructives applicables aux constructions nouvelles et aux aménagements du bâti existant)
3.2.2	Les extensions des installations classées compatibles avec les risques technologiques (notamment au niveau des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence)	Ne pas aggraver les risques par ailleurs (une étude spécifique démontrant la compatibilité du projet avec les risques technologiques devra être fournie par le pétitionnaire). Prendre les dispositions constructives appropriées aux risques dans la conception des extensions (cf. fiche dédiée : dispositions constructives applicables aux constructions nouvelles et aux aménagements du bâti existant)
3.2.1	Les travaux usuels d'entretien, de réparation et de gestion courants des bâtiments existants implantés avant l'approbation du PPRT (traitement des façades, réfection des toitures, ...) et les travaux de mise aux normes en vigueur.	Ne pas aggraver les risques. Ne pas augmenter la population exposée. Ne pas augmenter l'emprise au sol du bâtiment. Prendre les dispositions appropriées aux risques (cf. fiche dédiée : dispositions constructives applicables aux constructions nouvelles et aux aménagements du bâti existant)



<b>3.2.2</b>	Les travaux et aménagements destinés à réduire les conséquences du risque technologique	Ne pas aggraver les risques. Ne pas augmenter la population exposée. Ne pas augmenter l'emprise au sol du bâtiment. Prendre les dispositions appropriées aux risques (cf. fiche dédiée : dispositions constructives applicables aux constructions nouvelles et aux aménagements du bâti existant)
<b>3.2.5</b>	Les changements de destination ne conduisant pas vers des constructions neuves interdites	Ne pas aggraver les risques. Ne pas augmenter la population exposée. Ne pas augmenter l'emprise au sol du bâtiment. Prendre les dispositions appropriées aux risques (cf. fiche dédiée : dispositions constructives applicables aux constructions nouvelles et aux aménagements du bâti existant)
<b>3.2.6</b>	Les aménagements intérieurs des constructions existantes	Ne pas aggraver les risques. Ne pas augmenter la population exposée. Ne pas augmenter l'emprise au sol du bâtiment. Prendre les dispositions appropriées aux risques (cf. fiche dédiée : dispositions constructives applicables aux constructions nouvelles et aux aménagements du bâti existant)
<b>3.2.7</b>	Les travaux de démolition	Ne pas augmenter la vulnérabilité d'autres bâtiments

<b>3.3. Infrastructures et occupations du sol</b>		
	<b>Sont autorisés</b>	<b>sous réserve du respect des prescriptions suivantes :</b>
<b>3.3.1</b>	Les ouvrages de protection	Ne pas aggraver les risques
<b>3.3.2</b>	Les travaux de remise en état (déconstruction, dépollution, clôture) et le verdissement des terrains	Ne doit pas générer de présence permanente Ne pas accueillir de public après réalisation
<b>3.3.3</b>	Les équipements techniques de services publics (ouvrages de distribution, d'énergie, d'alimentation d'eau potable, d'assainissement, de télécommunication, etc.)	Ne doit pas générer de présence permanente Ne pas aggraver les risques par ailleurs
<b>3.3.4</b>	Les aménagements de la desserte locale (voirie et voie ferrée) liée au site Etienne Lacroix et aux activités situées à proximité immédiate	Ne pas aggraver les risques
<b>3.3.5</b>	Les aménagements sur la voirie publique existante	Ne pas augmenter la fréquentation ou allonger le temps de passage des véhicules dans la zone r
<b>3.3.6</b>	Les aménagements sur les itinéraires	Ne pas augmenter la fréquentation ou allonger le

	de randonnée existant	temps de passage dans la zone r (modification d'itinéraire, implantation de mobiliers, etc.
<b>3.3.7</b>	Les parkings d'entreprise du site Etienne Lacroix et d'installations classées	Limiter le nombre de places au strict nécessaire
<b>3.3.8</b>	Les nouvelles clôtures	En grillage et avec un soubassement plein de 40 cm maximum
<b>3.3.9</b>	Les activités et usages agricoles traditionnelles telles que pacage, prairies de fauche, cultures, etc.	Ne pas aggraver les risques
<b>3.3.10</b>	Les réseaux d'irrigation et de drainage	Ne pas aggraver les risques

## **ZONE BLEUE « b »**

### **Règlement**

#### **1. GÉNÉRALITÉS**

Dans cette zone autour du site Etienne Lacroix, les bâtis existants, et les terrains agricoles ou naturels sont exposés à un niveau d'aléa Faible de surpression. Les aménagements agricoles sont possibles mais pas le développement de l'urbanisation dans cette zone la plus faiblement exposée.

#### **2. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES**

**Sont interdits** toutes occupations, constructions, travaux, dépôts, installations et activités de quelque nature et notamment :

- le stationnement de caravanes, résidences mobiles ou bâtiments modulaires occupés en permanence ou temporairement par des personnes
- tout usage des terrains susceptibles d'aggraver l'exposition des personnes aux risques
- tout rassemblement ou manifestation de nature à exposer un public important
- tout stationnement susceptible d'augmenter, même temporairement, l'exposition des personnes et plus particulièrement le stationnement de véhicules de transport de matières dangereuses
- la création d'itinéraires pédestres (cheminements sportifs, de randonnées, piétons) ou de voies cyclables
- les aménagements des plans d'eau à vocation de loisirs (accès, parking, équipements d'agrément, etc.)
- les mobiliers urbains qui comportent des parties vitrées importantes (ex : arrêt de bus standard)
- la construction de bâtiments recevant du public (ERP) d'une capacité d'accueil du public supérieure à 10 personnes ou difficilement évacuables
- la construction de bâtiments destinés à accueillir une population vulnérable (soins, santé, enseignement)
- les bâtiments liés à la gestion de la crise ou aux secours
- la reconstruction en cas de destruction par un sinistre d'origine technologique ou naturelle

**Sont exclues de ce régime d'interdiction** et soumises aux prescriptions définies ci-après, les occupations et utilisations du sol décrites au point 3 ci-dessous :

#### **3. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À PRESCRIPTIONS**

**Les occupations et utilisations du sol suivantes sont, par dérogation à la règle commune, autorisables, à conditions :**

- qu'elles n'aggravent pas les risques,

- qu'elles n'en provoquent pas de nouveaux,
- qu'elles ne présentent qu'une vulnérabilité restreinte,
- qu'elles respectent les principes de prévention et de sauvegarde des personnes,
- qu'elles respectent l'ensemble des prescriptions visées aux points 3.1, 3.2 et 3.3 ci-dessous

<b>3.1. Constructions nouvelles</b>		
	<b>Sont autorisés</b>	<b>sous réserve du respect des prescriptions suivantes :</b>
<b>3.1.1</b>	Les constructions nouvelles liées directement à l'activité Etienne Lacroix	Ne pas aggraver les risques Prendre les dispositions appropriées aux risques dans la conception des constructions (cf. fiche dédiée : dispositions constructives applicables aux constructions nouvelles et aux aménagements du bâti existant)
<b>3.1.2</b>	Les constructions nouvelles d'installations classées compatibles avec les risques technologiques (notamment au niveau des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence)	Ne pas aggraver les risques par ailleurs (une étude spécifique démontrant la compatibilité du projet avec les risques technologiques devra être fournie par le pétitionnaire). Prendre les dispositions constructives appropriées aux risques dans la conception des extensions (cf. fiche dédiée : dispositions constructives applicables aux constructions nouvelles et aux aménagements du bâti existant)
<b>3.1.3</b>	Les constructions de bâtiments nouveaux à usage d'activité, de stockage (sauf l'élevage), nécessaires à l'exploitation agricole	Ne pas avoir une capacité d'accueil du public supérieure à 10 personnes ou ne pas être difficilement évacuables Ne pas aggraver les risques par ailleurs. Prendre les dispositions constructives appropriées aux risques dans la conception des extensions (cf. fiche dédiée : dispositions constructives applicables aux constructions nouvelles et aux aménagements du bâti existant)
<b>3.1.4</b>	Les constructions annexes d'habitation (piscine, abri de jardin, garages...) à l'exception des vérandas et verrières et autres structures à grands vitrages	Ne pas faire l'objet d'occupation permanente Prendre les dispositions constructives appropriées aux risques dans la conception des extensions (cf. fiche dédiée : dispositions constructives applicables aux constructions nouvelles et aux aménagements du bâti existant)
<b>3.1.5</b>	Les serres (à l'exception des structures à grands vitrages), les cuves et les silos agricoles	Ne pas aggraver les risques

<b>3.2. Constructions existantes</b>		
	<b>Sont autorisés</b>	<b>sous réserve du respect des prescriptions suivantes :</b>
<b>3.2.1</b>	Les extensions de bâtiments liés directement à l'activité du site Etienne Lacroix	Ne pas aggraver les risques Prendre les dispositions appropriées aux risques dans la conception des constructions (cf. fiche dédiée : dispositions constructives applicables aux constructions nouvelles et aux aménagements du bâti existant)
<b>3.2.2</b>	Les extensions des installations classées compatibles avec les risques technologiques (notamment au niveau des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence)	Ne pas aggraver les risques par ailleurs (une étude spécifique démontrant la compatibilité du projet avec les risques technologiques devra être fournie par le pétitionnaire). Prendre les dispositions constructives appropriées aux risques dans la conception des extensions (cf. fiche dédiée : dispositions constructives applicables aux constructions nouvelles et aux aménagements du bâti existant)
<b>3.2.3</b>	Les extensions de bâtiments à usage d'activité, de stockage ou d'élevage, nécessaires à l'exploitation agricole	Ne pas avoir une capacité d'accueil du public supérieure à 10 personnes ou ne pas être difficilement évacuables Ne pas aggraver les risques par ailleurs. Prendre les dispositions constructives appropriées aux risques dans la conception des extensions (cf. fiche dédiée : dispositions constructives applicables aux constructions nouvelles et aux aménagements du bâti existant)
<b>3.2.4</b>	Les extensions des bâtiments existants à usage d'habitation	Ne pas aggraver les risques par ailleurs. Prendre les dispositions constructives appropriées aux risques dans la conception des extensions (cf. fiche dédiée : dispositions constructives applicables aux constructions nouvelles et aux aménagements du bâti existant)
<b>3.2.5</b>	Les travaux usuels d'entretien, de réparation et de gestion courants des bâtiments existants implantés avant l'approbation du PPRT (traitement des façades, réfection des toitures,...) et les travaux de mise aux normes en vigueur.	Ne pas aggraver les risques. Ne pas augmenter la population exposée. Ne pas augmenter l'emprise au sol du bâtiment. Prendre les dispositions appropriées aux risques (cf. fiche dédiée : dispositions constructives applicables aux constructions nouvelles et aux aménagements du bâti existant)
<b>3.2.6</b>	Les travaux et aménagements destinés à réduire les conséquences du risque technologique	Ne pas aggraver les risques. Ne pas augmenter la population exposée. Ne pas augmenter l'emprise au sol du bâtiment. Prendre les dispositions appropriées aux risques (cf. fiche dédiée : dispositions constructives applicables aux constructions nouvelles et aux aménagements du bâti existant)

3.2.7	Les changements de destination ne conduisant pas vers des constructions neuves interdites	Ne pas aggraver les risques. Ne pas augmenter la population exposée. Ne pas augmenter l'emprise au sol du bâtiment. Prendre les dispositions appropriées aux risques (cf. fiche dédiée : dispositions constructives applicables aux constructions nouvelles et aux aménagements du bâti existant)
3.2.8	Les aménagements intérieurs des constructions existantes	Ne pas aggraver les risques. Ne pas augmenter la population exposée. Ne pas augmenter l'emprise au sol du bâtiment. Prendre les dispositions appropriées aux risques (cf. fiche dédiée : dispositions constructives applicables aux constructions nouvelles et aux aménagements du bâti existant)
3.2.9	Les travaux de démolition	Ne pas augmenter la vulnérabilité d'autres bâtiments

<b>3.3. Infrastructures et occupations du sol</b>		
	<b>Sont autorisés</b>	<b>sous réserve du respect des prescriptions suivantes :</b>
3.3.1	Les ouvrages de protection	Ne pas aggraver les risques
3.3.2	Les travaux de remise en état (déconstruction, dépollution, clôture) et le verdissement des terrains	Ne doit pas générer de présence permanente Ne pas accueillir de public après réalisation
3.3.3	Les équipements techniques de services publics (ouvrages de distribution, d'énergie, d'alimentation d'eau potable, d'assainissement, de télécommunication, etc.)	Ne doit pas générer de présence permanente Ne pas aggraver les risques par ailleurs
3.3.4	Les aménagements de la desserte locale (voirie et voie ferrée) liée au site Etienne Lacroix et aux activités situées à proximité immédiate	Ne pas aggraver les risques
3.3.5	Les aménagements sur la voirie publique existante	Ne pas augmenter la fréquentation ou allonger le temps de passage des véhicules dans la zone b
3.3.6	Les aménagements sur les itinéraires de randonnée existant	Ne pas augmenter la fréquentation ou allonger le temps de passage dans la zone b (modification d'itinéraire, implantation de mobiliers, etc.
3.3.7	Les parkings d'entreprise et les parkings résidentiels locaux à l'exception des parkings ouverts au public	Limitier le nombre de places au strict nécessaire
3.3.8	Les nouvelles clôtures	En grillage et avec un soubassement plein de 40

		cm maximum
<b>3.3.9</b>	Les activités et usages agricoles traditionnelles telles que pacage, prairies de fauche, cultures, etc.	Ne pas aggraver les risques
<b>3.3.10</b>	Les réseaux d'irrigation et de drainage	Ne pas aggraver les risques

## **ZONE GRISE « G »**

### **Règlement**

#### **TYPE DE ZONES G**

#### **1. GÉNÉRALITÉS**

Cette zone correspond au périmètre de l'emprise du site Etienne Lacroix. Des arrêtés préfectoraux d'autorisation définissent les conditions d'exploitation de ce site.

Dans cette zone, on appliquera les dispositions constructives applicables à la zone rouge « r » sous réserve de la prise en compte des autres réglementations en vigueur: installations classées pour la protection de l'environnement, inspection du travail, etc.



# **DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS NOUVELLES ET AUX AMÉNAGEMENTS DU BÂTI EXISTANT**

## **Règlement**

Applicable en zone r, b, et G

### **EN FONCTION DES TYPES D'EFFET**

#### **1. GÉNÉRALITÉS**

Dans les zones du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT), la survenue d'un accident technologique sur le site Etienne Lacroix est de nature à porter atteinte à la vie humaine de personnes présentes de façon directe (personne située à l'extérieur de bâtiment) ou de façon indirecte par un endommagement important d'un bâtiment (ruine partielle ou complète) ou simplement par bris de vitre.

Dans la zone « r » pour les constructions autorisées par le présent règlement, le maître d'ouvrage doit réaliser **une étude de conception** qui devra définir les dispositions constructives adéquates en fonction des caractéristiques du projet afin de garantir la sécurité des occupants. Ces mesures devront être mises en œuvre par le pétitionnaire.

Les niveaux d'effets à respecter pour la conception du projet et les éléments sur lesquels porteront à minima les études sont décrits dans les points 2. et 3. ci-dessous.

La commande de l'étude auprès d'une société spécialisée et la communication des résultats aux constructeurs est sous la responsabilité du maître d'ouvrage. Les conclusions de l'étude demeurent de la responsabilité de la société spécialisée qui engage celle du maître d'ouvrage. Le respect et la prise en considération des préconisations indiquées dans l'étude sont de la responsabilité du maître d'ouvrage.

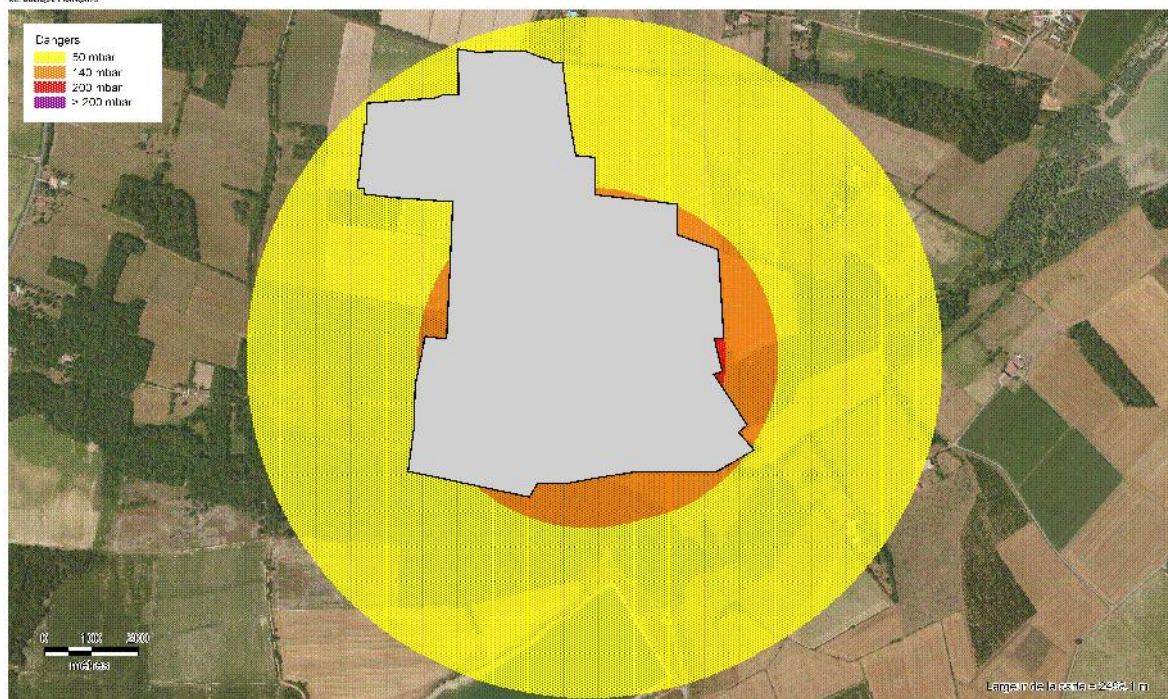
Conformément à l'article R.431-16 du code de l'urbanisme, pour tout nouveau projet ou aménagement du bâti existant, le dossier joint à la demande de permis de construire comporte une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiant la réalisation d'une étude préalable et constatant que le projet prend en compte les prescriptions du PPRT au stade de la conception.

## 2. NIVEAUX DE PROTECTION À RESPECTER PAR LE PROJET

Les ondes de surpression de référence et le flux thermique de référence à respecter par le projet sont extraits respectivement des cartographies des effets de surpression et des effets thermiques ci dessous :



PPRT de Ste FOY de PEYROLIERES - CAMBERNARD (Société ETIENNE LACROIX TOUS ARTIFICES)  
Enveloppes des effets de surpression à cinétique rapide potentiels



PPRT de Ste FOY de PEYROLIERES - CAMBERNARD (Société ETIENNE LACROIX TOUS ARTIFICES)  
Enveloppes des effets thermiques à cinétique rapide potentiels



Sources: Bdt ortho IGN

Rédaction/Édition: J-B - 12/11/2003 - MA-JIN-03 V 8 b - S GALÉA® V 3.0.0 - SINE 415 2006

SIGALEA

### 3. PORTÉE DE L'ÉTUDE DANS LES ZONES « r » ET « G »

● **Pour les effets thermiques**, l'objectif est de rechercher un niveau de protection suffisant par une isolation de l'enveloppe externe essentiellement.

● **Pour les effets de surpression**, cette approche est complétée par certains éléments de structure ou d'équipements internes. L'étude des effets de la surpression devra prendre en compte la **typologie de l'onde (onde de type détonation)** et sa **durée (150 - 500 milli-secondes)**. Cette étude portera sur les éléments de conception suivant :

- Orientation du bâtiment en fonction des phénomènes redoutés
- Éléments de structure
- Façades dont les murs et les portes
- Couvertures/toitures (fermes, charpentes, type de couverture, pente de toit, etc.)
- Éléments de menuiserie externe dont les vitrages/châssis qui devront résister à la pression de référence dans les conditions de détonation précitées (cf. Nota ci-dessous)
- Les éléments singuliers sur l'enveloppe externe (cheminées, bouche de ventilation, stores, balcon, etc.)
- Les parois et cloisons internes, les plafonds suspendus et les équipements lourds uniquement pour l'aléa surpression

Nota : Le ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer a publié à cette fin un fascicule technique intitulé « Guide pratique - fenêtres dans la zone des effets de surpression d'intensité 20-50 mbar, diagnostic et mesures de renforcement - 26/10/2009 » présentant pour les différents vitrages, châssis et mode de pose, les niveaux de protection que l'on peut atteindre. Il à noter que le type de châssis et le mode de pose influent fortement sur la résistance des éléments de menuiserie et donc qu'il convient de bien respecter les règles de l'art décrites dans ce fascicule technique. Pour une pression de référence supérieure à 50 mbar, dans le cas où il n'existe pas de solution technique permettant de résister, le recours à des vitrages de qualité ERP1 selon la norme EN-13223-1 devient obligatoire.

#### **4. EXCEPTIONS DONT LA ZONE « b »**

Font exception à l'obligation d'étude de conception :

- les extensions de bâtiments d'activité inférieures à 20 m<sup>2</sup> d'emprise au sol et ne nécessitant pas une présence humaine
- la construction d'annexes de bâtiments d'habitation existants (abri de jardin, garage, etc.) inférieurs à 20 m<sup>2</sup> d'emprise au sol non munies de vitrage.
- les constructions situées dans la zone b

Pour les constructions situées dans la zone « b », il n'est prescrit que des mesures sur les éléments de menuiserie externe dont les vitrages/châssis qui :

- soit devront résister à une surpression de 50 mbar selon les indications de la carte d'effet de surpression.
- soit devront être équipés de vitrages renforcés pour éviter les projections d'éclats en cas de bris de vitre (pose de film sur la face interne de la vitre, remplacement par des vitrages de sécurité)

Le ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer a publié à cette fin un fascicule technique intitulé « Guide pratique - fenêtres dans la zone des effets de surpression d'intensité 20-50 mbar, diagnostic et mesures de renforcement - 26/10/2009 » présentant pour les différents vitrages, châssis et mode de pose, les niveaux de protection que l'on peut atteindre. Il à noter que le type de châssis et le mode de pose influent fortement sur la résistance des éléments de menuiserie et donc qu'il convient de bien respecter les règles de l'art décrites dans ce fascicule technique.

## **5. MESURES FONCIERES**

Afin de faire disparaître le risque, à terme par l'éloignement de ces populations, le Plan de Prévention des Risques Technologiques rend possible l'exercice des trois instruments de maîtrise foncière prévus par le code de l'urbanisme ou le code de l'expropriation que sont le droit de préemption, le droit de délaissement et l'expropriation.

### **5.1 INSTAURATION DES MESURES FONCIERES**

#### **5.1.1 Le droit d'expropriation**

Vu l'absence d'enjeu exposé à un risque technologique élevé, le présent règlement ne présente pas de secteur soumis à l'expropriation.

#### **5.1.2 Le droit de délaissement**

Le présent règlement ne présente pas de secteurs soumis au délaissement.

#### **5.1.3 Le droit de préemption**

Le droit de préemption peut être instauré sur l'ensemble du périmètre d'étude.

#### **5.1.4 Devenir des immeubles préemptés ou expropriés**

Selon l'article L. 515-20 du code de l'environnement, « les terrains situés dans le périmètre du plan de prévention des risques technologiques que les communes ou leurs groupements et les établissements publics mentionnés à la dernière phrase du II de l'article L. 515-16 ont acquis par préemption, délaissement ou expropriation peuvent être cédés à prix coûtant aux exploitants des installations à l'origine du risque. L'usage de ces terrains ne doit pas aggraver l'exposition des personnes aux risques. »

### **5.2 ECHEANCIER DE MISE EN ŒUVRE DES MESURES FONCIERES**

La loi prévoit une mise en œuvre de ces mesures étalée dans le temps, ce qui suppose la mise au point de critères de priorité en faveur des zones soumises au risque le plus élevé.

Ces choix supposent d'avoir réalisé une évaluation du coût des mesures envisagées par rapport au gain de sécurité attendu (art. L.515-18 du Code de l'environnement).

## 6. MESURES POUR L'EXISTANT : PRESCRIPTIONS

### 1. GÉNÉRALITÉS

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques prescrit ou recommande des mesures de protection des populations face aux risques encourus. Ces mesures peuvent concerner les biens existants (sans aménagement), l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication existant à la date d'approbation du plan.

### 2. MESURES OBLIGATOIRES

Les mesures prescrites sont obligatoires et à la charge des propriétaires, exploitants et utilisateurs (des biens sus-cités) pour se mettre en conformité avec les prescriptions dans un délai de 2 ans ou 5 ans à compter de la date d'approbation du PPRT.

L'article R. 515-42 du code de l'environnement précise que « les travaux de protection prescrits en application du IV de l'article L. 515-16 du code de l'environnement ne peuvent porter que sur des aménagements dont le coût n'excède pas 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien avant l'intervention de l'arrêté prévu à l'article 2 du présent décret ».

Pour les biens existants à la date d'approbation du PPRT inscrit dans toute autre zone que « b », des travaux de réduction de la vulnérabilité sont réalisés dans un délai de 5 ans (sauf infrastructures où le délai est ramené à 2 ans) afin d'assurer la protection des occupants de ces biens en cas d'effets de surpression définis au point 2 de la fiche « Dispositions constructives applicables aux constructions nouvelles et aux aménagements du bâti existant ».

Si pour un bien donné, le coût de ces travaux dépasse 10% de sa valeur vénale, des travaux de protection à hauteur de 10% de cette valeur vénale sont menés afin de protéger ses occupants avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif précité.

#### 1. Zone « b » : Vitrages et châssis

Dans la zone « b » et dans le même délai de 5 ans, les mesures prescrites concernent les éléments de menuiserie externe dont les vitrages/châssis devront

- soit résister à une surpression de 50 mbar selon les indications de la carte d'effet de surpression.

- soit être équipés de vitrages renforcés pour éviter les projections d'éclats en cas de bris de vitre (pose de film sur la face interne de la vitre, remplacement par des vitrages de sécurité...).

Le ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer a publié à cette fin un fascicule technique intitulé « Guide pratique - fenêtres dans la zone des effets de surpression d'intensité 20-50 mbar, diagnostic et mesures de renforcement - 26/10/2009 » présentant pour les différents vitrages, châssis et mode de pose, les niveaux de protection que l'on peut atteindre. Il à noter que le type de châssis et le mode de pose influent fortement sur la résistance des éléments de menuiserie et donc qu'il convient de bien respecter les règles de l'art décrites dans ce fascicule technique

## ***2. Utilisation ou exploitation des lieux***

**Le chemin de randonnée pédestre en limite ouest du périmètre d'effet du PPRT :**

- une signalisation verticale indiquant l'existence d'un risque technologique lié au site Etienne Lacroix devra être mise en place sous 2 ans.

**Retenue d'eau et berges exposés aux risques :**

- une signalisation verticale indiquant l'existence d'un risque technologique lié au site Etienne Lacroix devra être mise en place sous 2 ans.